

505 L H 457/16

9263-1

(1939)

X

Facilités de circulation aux fonctionnaires du Contrôle des voies ferrées d'intérêt local et des Ports

Facilités de circulation aux fonctionnaires
du Contrôle des V.F. d'I.L. et des Ports

Dépêche du M. T.P. à la S.N.	28. 4.39
Réponse de la S.N. au M. T.P.	1. 6.39

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

D 943.280/6

94 A.5 n° 1808

COPIE

1er juin 1939

Monsieur le Ministre;

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 28 avril 1939 (Direction générale des Chemins de fer et des transports, 1er bureau), par laquelle vous avez bien voulu me demander de faire établir en 1ère classe les cartes de circulation délivrées en 2ème classe aux Ingénieurs des Travaux Publics de l'Etat, chargés du contrôle des voies ferrées d'intérêt local et du contrôle des voies ferrées des quais des Ports.

Vous voulez bien à cette occasion, rappeler les termes de la circulaire du 23 avril 1849 prévoyant que "les agents de tous ordres préposés à la surveillance d'un chemin de fer doivent pouvoir voyager dans des voitures de toutes classes".

Permettez-moi d'observer que les termes de cette circulaire visent spécialement les voyages des Fonctionnaires du Contrôle sur les lignes qu'ils sont chargés de contrôler, c'est-à-dire les titulaires de la carte grise "Contrôle" délivrée par vos soins.

Toute différente au contraire est la situation des fonctionnaires que vous voulez bien nous signaler; il ne s'agit pas, en effet, du contrôle de nos lignes proprement dit, mais du contrôle des voies ferrées d'intérêt local et des voies ferrées des quais des ports. Les cartes ne sont délivrées, dans ces conditions, que pour permettre aux contrôleurs de rejoindre les lignes et les ports à contrôler. Pour cette catégorie de fonctionnaires, les termes de la circulaire du 23 avril 1849 ne semblent pas devoir s'appliquer.

Par ailleurs, le décret du 6 octobre 1934 prévoit le remboursement en 2ème classe des frais de déplacement des fonctionnaires du groupe 3, auquel sont repris les Ingénieurs et Ingénieurs adjoints des Travaux Publics de l'Etat. C'est en vertu des dispositions de ce décret que des cartes de 2ème classe ont été délivrées en 1938 et renouvelées en 1939.

Par lettre du 23 avril 1938, nous vous avons, d'ailleurs, fait connaître que la 1ère classe continuerait à être accordée, à titre personnel, à ceux des Ingénieurs T.P.E. (Contrôle des Appareils à Vapeur) qui bénéficiaient antérieurement de cette

....

Monsieur le Ministre des Travaux Publics,
Direction Générale des Chemins de fer et des Transports (1er Bureau).-

classe, mais qu'il ne pourrait plus être délivré que des cartes de 2ème classe à ceux d'entre eux nouvellement nommés.

Aucun fait nouveau ne s'étant produit depuis cette date vous serez sans doute d'avis de maintenir le statu quo.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : GUINAND.

Ministère
des
Travaux Publics.

Paris, le 28 avril 1939

COPIE

Direction Générale
des Chemins de fer
et des Transports.

LE MINISTRE

1er Bureau

À Monsieur le Président du Conseil d'Administration
de la Société Nationale des Chemins de fer français.

Je suis informé que les cartes de circulation attribuées pour l'exécution du service, en vertu du règlement du 15 février 1939, aux Ingénieurs des travaux publics de l'Etat chargés du Contrôle des voies ferrées d'intérêt local et du Contrôle des voies ferrées des Ports, ont été délivrées en 2e classe, alors qu'elles l'étaient auparavant en 1ère classe.

Or, le règlement du 15 février 1939 n'a modifié les conditions de délivrance des facilités de circulation que pour les agents du Nivellement général de la France (classe de voiture fixée d'après le taux de remboursement des frais de déplacement).

En ce qui concerne les agents des Services de Contrôle, les principes fixés par la circulaire du Ministre des Travaux Publics du 23 avril 1849 doivent rester en vigueur. Cette circulaire a précisé :

"Quant aux voitures dans lesquelles les agents préposés à la surveillance des C.F. doivent pouvoir voyager, les conditions mêmes du service n'ont pas paru à l'Administration se prêter à une classification résultant du grade ou de l'emploi.

"La nature de leurs fonctions exigeant qu'ils puissent monter indistinctement dans les voitures de toute classe. Le contrôle que les agents inférieurs des Compagnies exercent à cet égard sur quelques lignes de chemins de fer, par suite de l'usage établi ne saurait qu'être nuisible à la considération due au caractère public des fonctionnaires dont il s'agit. Il m'a paru nécessaire d'admettre que les agents de tout ordre préposés à la surveillance d'un chemin de fer doivent pouvoir voyager dans les voitures de toute classe....".

Je vous serais obligé en conséquence de vouloir bien donner des instructions à vos services pour que les cartes en cause soient remises valables en 1ère classe.

Le Ministre des Travaux Publics,

Signé : A. de MONZIE.